

# Résolument avec vous...

*Vous êtes salarié(e)s, jeunes, retraité(e)s, privé(e)s d'emploi, la Cgt propose de vous réunir sur les lieux de travail, les bassins d'emploi pour débattre de vos préoccupations, vos besoins et vos revendications, des propositions Cgt pour agir ensemble.*

*Face à nos préoccupations quotidiennes, les réponses du Président Sarkozy et de son gouvernement sont totalement inadaptées et déséquilibrées, si ce n'est pour le Medef qui voit ses projets mis en œuvre.*

...Vous avez la parole ...

## Débattre et agir ensemble pour le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires

Le logement, la santé ou les transports pèsent de plus en plus dans le budget des Français.

Pour faire reculer la pauvreté, il faut augmenter les salaires tout de suite.

La Cgt propose des mesures concrètes telles que la reconnaissance des diplômes et le Smic à 1 500 euros bruts pour un(e) salarié(e) sans qualification, 1,4 fois le Smic pour les salariées en possession du Bac et plus de

deux fois le Smic pour un Bac + 5. Ces propositions doivent être le point de départ des grilles de salaires.

Il faut, également obtenir, le doublement du salaire entre l'entrée dans la vie active et le départ à la retraite.

Cela aura pour effet de valoriser le travail, les qualifications, de permettre un meilleur partage des richesses et de développer la croissance.



## Débattre et agir ensemble pour l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes

Les femmes sont les premières concernées par la précarité au travail, les temps partiels et les bas salaires.

80 % des « smicards » sont des femmes !, pour toutes celles, extrêmement nombreuses, à temps partiel, les salaires se situent autour de 450 euros par mois, les écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont

toujours de 20 à 25 %, malgré les lois et les différentes tentatives de réduction de ces différences.

Des premières mesures doivent être prises tout de suite contre la précarité, les temps partiels imposés par voie de garanties collectives qui permettront de faire reconnaître les diplômes et les métiers.



## Débattre et agir ensemble pour l'emploi et le co-développement durable

Alors que le recul de l'emploi industriel continue, que les investissements dans la production restent insuffisants, que peu de possibilités financières existent pour le développement des Pme et que la recherche et l'innovation manquent d'investissements, des millions de salariés sont en contrats précaires et un jeune sur cinq de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi.

Les privé(e)s d'emploi, dont 4 sur 10 sont indemnisé(e)s, doivent bénéficier d'ouvertures de droits à l'allocation chômage qui tiennent compte des politiques patrona-

les d'emploi et d'un revenu de remplacement égal, au minimum, à 80 % du Smic.

Alors que les délocalisations et les mises en concurrence des travailleurs français et migrants, des femmes et des hommes, des salarié(e)s en fonction de leur contrat de travail ne cessent de s'accroître, la lutte contre les licenciements, pour une égalité effective de droits entre chacune et chacun et pour un co-développement durable demeurent au cœur de nos préoccupations.



www.cgt.fr  
info@cgt.fr

est à votre écoute



## Débattre et agir ensemble pour de nouvelles garanties interprofessionnelles

La Cgt agit pour un nouveau statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle pour tous les salarié(e)s, des droits transférables d'une entreprise à l'autre en cas de changement d'emploi. L'ancienneté, la progression de salaire et le plan de carrière, le droit à la

formation et à la protection sociale doivent être garantis tout au long de la vie professionnelle quel que soit l'employeur. C'est ce que la Cgt propose dans la négociation sur le marché du travail.



## Débattre et agir ensemble pour la Sécurité sociale, les retraites et des conditions de travail décentes, respectueuses des salarié(e)s et de leur santé

L'exposition aux bruits, aux produits chimiques, à la chaleur, le port de charges lourdes, les nouvelles formes de management et d'organisation du travail, les résultats qui sont attendus de vous ont des conséquences sur votre santé et sur la situation financière de la Sécurité Sociale. La Cgt estime leur coût à 80 milliards d'euros.

Il faut que cessent les remises en cause permanente des différents régimes de la Sécurité sociale et les économies réalisées sur notre dos.

La Sécurité sociale doit rester financée par les richesses que crée le travail. Cela passe par une réforme de la cotisation sociale.

La Cgt propose le développement de la prévention dans les entreprises, la mise en place de droits et moyens nouveaux pour les salarié(e)s, des Chsct de sites dans tous les bassins d'emploi, la réactivation du droit d'expression des salariés et l'exigence du droit à la négociation sur l'organi-

sation du travail, un système de financement des accidents de travail et des maladies professionnelles qui incite les employeurs à la prévention, une réparation synonyme de justice vis-à-vis des victimes du travail et la reconnaissance dans tous les régimes, d'un droit à départ anticipé en retraite pour les salariés qui ont exercé des travaux pénibles et astreignants.

Les retraites sont de nouveau dans le collimateur. Les réformes Balladur et Fillon se sont traduites par une dégradation du niveau des pensions. Il faut remettre à plat la situation des retraites mais certainement pas en s'attaquant aux régimes spéciaux. La Cgt propose un socle commun de garanties pour tous, public et privé, pour conforter le droit à la retraite à 60 ans et assurer pour la pension un taux de remplacement du salaire d'au moins 75 % et qui ne soit pas inférieur au Smic.



## Débattre et agir ensemble pour la défense et le développement des services publics

Alors que la fusion Gdf - Suez est annoncée, des milliers de postes de fonctionnaires devraient être supprimés, tout particulièrement dans l'Éducation nationale, il faut défendre et développer les services publics, outils de solidarité et de citoyenneté qui constituent une orga-

nisation des activités économiques au service de l'intérêt général.

La Cgt vous propose de signer la pétition sur Gdf - Suez et celle de la Confédération européenne des Syndicats sur les services publics (Sig).



## Débattre et agir ensemble pour renforcer la cotisation sociale

Une réforme des cotisations sociales employeurs est indispensable. Non pas parce que le coût du travail serait trop élevé en France (cette idée est contredite par une récente étude de l'Organisation Internationale du Travail qui de plus soutient que les salariés les mieux payés sont les plus productifs) mais parce que le système actuel favorise les entreprises qui compriment la masse salariale et suppriment des emplois.

La cotisation sociale, base du financement de notre protection sociale, n'est pas une charge pour les entreprises. C'est un salaire socialisé généré par les richesses créées par le travail.

La Sécurité sociale doit rester financée par la cotisation sociale, en lieu et place de la proposition gouvernementale d'instaurer des franchises qui feraient payer les plus malades et une Tva dite « sociale » qui taxerait les consommateurs et dédouanerait les employeurs de leur responsabilité. Toute mesure « d'allègement » aurait pour effet de faire croître la part de richesse qui va directement dans la poche des actionnaires.

La Cgt propose de modifier la cotisation patronale. Cette cotisation doit prendre en compte la part des salaires dans la valeur ajoutée, les revenus du capital et les entreprises qui précarisent et réduisent l'emploi.



---

---

---

---

## Débattre et agir ensemble pour la démocratie sociale

La démocratie sociale est mise à mal par l'émiettement syndical, mais également par des règles de représentativité et de validation des accords totalement dépassées voire « antidémocratiques ».

Les salarié(e)s peuvent être perplexes en voyant des accords, signés par des organisations syndicales minoritaires en influence au regard du résultat des élections professionnelles, devenir la règle et nous être imposés.

Afin de donner tout son sens et son efficacité au syndicalisme et pour rénover la démocratie sociale la Cgt propose de vous redonner la parole et l'exercice du choix en appuyant la représentativité sur des élections professionnelles et la validation des accords par le principe de l'accord majoritaire.

C'est en respectant l'avis et le vote des salarié(e)s que la démocratie sociale et le syndicalisme retrouveront un souffle et une vitalité qui tardent à venir.



---

---

---

---

## Débattre et agir ensemble pour des droits individuels garantis collectivement

Pour promouvoir le volontariat et la mise en concurrence des salarié(e)s à l'entreprise, sous couvert de « libérer le travail », le Medef et le gouvernement Sarkozy utilisent la mise en opposition du salarié au collectif de travail, du droit individuel au droit collectif, des différentes catégories de salarié(e)s entre elles, du « je » au « nous ».

Cet isolement, cette « culpabilisation » de la personne du salarié face à l'intérêt majeur de l'entreprise se traduit,

notamment par un mal être au travail, des dépresses voire des suicides.

Le principe de plus grande « mise en concurrence » des salariés risque de faire des ravages.

C'est à quoi aboutirait l'application de la « flexsécurité ». La Cgt revendique une égalité de droits individuels, garantis collectivement à chacune et chacun, cumulables et transférables d'entreprise en entreprise tout au long de la vie.



---

---

---

---

## Agenda

Depuis le 7 septembre 2007

*Négociations sur le " Marché du travail ".*

17 au 21 septembre 2007

*Semaine de syndicalisation*

25 septembre 2007

*Rencontre nationale Cgt (enjeux sociaux et échéances)*

26 septembre 2007

*Négociation « pénibilité - retraite »*

4 octobre 2007

*Conférence gouvernementale sur « conditions de travail »*

13 octobre 2007

*Manifestation nationale pour l'amélioration des conditions de travail et la santé des salarié(e)s*

23 octobre 2007

*Conférence emploi / salaires / revenus*

25 octobre 2007

*Grenelle de l'environnement*

26 novembre 2007

*Egalité professionnelle femmes - hommes*

*Dans votre entreprise, votre service, votre atelier, votre lieu de vie...*

Quelles revendications devons-nous avancer ? Partagez-vous notre analyse ? Quelles sont vos idées ? .....

Comment ou sous quelles formes seriez-vous prêt(e)s à vous engager (pétitions, délégations, manifestations, grèves...)? .....

Qu'attendez-vous de la Cgt ? .....

**Faites circuler cette consultation et faites-la parvenir à votre syndicat ou à vos délégués**

Se syndiquer pour soi, pour sa dignité, pour ses droits, pour gagner

*C'est le meilleur moyen d'exiger une véritable démocratie sociale, des règles de représentativités et de validation des accords qui redonnent tout son sens au syndicalisme.*

**Je souhaite :**

prendre contact

me syndiquer

**Bulletin de contact et de syndicalisation**

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Age : ..... Profession : .....

Entreprise (nom et adresse) : .....

Bulletin à renvoyer soit à votre syndicat, soit à La Cgt, espace Qualité de Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex, téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr.

